

ARRÊTÉ DU 10 JUIN 2022

portant sur les travaux de réfection effectués par l'entreprise MALLIARD et ses sous traitants, place du Général Leclerc, du 30 juin au 5 août 2022.

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAON,

- VU** les dispositions du code général des collectivités territoriales, notamment celles en matière de police,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code de la route,
- VU** l'arrêté municipal du 15 janvier 2018 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de LAON ainsi que ceux le modifiant ou le complétant,
- VU** l'arrêté municipal n°2020/1470 du 26 mai 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric JOLY, 6^{ème} Adjoint, dans le domaine de la prévention des risques et de la sécurité,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise MALLIARD – 2 bis rue Edouard Herriot – 02100 SAINT-QUENTIN et les entreprises MIROITERIE PHILIPPOT, COUPET et LEMAIRE-DATY d'effectuer des travaux de réfection, place du Général Leclerc, du jeudi 30 juin au vendredi 5 août 2022.

ARRETE

- ARTICLE 1 :** L'entreprise MALLIARD et les entreprises MIROITERIE PHILIPPOT, COUPET et LEMAIRE-DATY sont autorisées à occuper le domaine public afin d'effectuer des travaux réfection de l'Hôtel de ville, place du Général Leclerc, du jeudi 30 juin 2022 à 8 heures au vendredi 5 août 2022 à 16 heures 30.
- ARTICLE 2 :** Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et réservé sur tous les emplacements situés **ZONE G n°62 et n°63**, et **ZONE C n° 35 et n° 36** place du Général Leclerc, du jeudi 30 juin 2022 à 8 heures au vendredi 5 août 2022 à 16 heures 30.
- ARTICLE 3 :** Les signalisations réglementaires en vigueur au code de la route et les pré-signalisations, en tant que de besoin, seront mises en place par les agents de la ville de LAON.
- ARTICLE 4 :** Tout véhicule qui ne se conformerait pas aux prescriptions du présent arrêté, sera considéré comme gênant; les infractions seront punies d'une contravention de deuxième classe. La mise en fourrière du véhicule pourra être prescrite et exécutée aux frais de son propriétaire.
- ARTICLE 5 :** L'entreprise MALLIARD et l'entreprise COREMAT seront tenues pour seules responsables des incidents pouvant survenir du fait de négligence ou d'une insuffisance de protection.
- ARTICLE 6 :** L'autorisation pourra être modifiée en tout ou partie, dans l'intérêt public. Le permissionnaire sera tenu de se conformer à ces décisions, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.
- ARTICLE 7 :** Pendant toute sa durée de validité, le permissionnaire aura obligation d'afficher la présente autorisation.
- ARTICLE 8 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de Justice Administrative, tout intéressé dispose d'un délai de deux mois pour contester cet arrêté auprès du tribunal administratif d'Amiens.
- ARTICLE 9 :** Le Directeur général des services de la ville de LAON, le Directeur départemental de la sécurité publique, ainsi que les agents placés sous leur autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 10 :** Un original du présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs, un original sera transmis à l'intéressé. Une copie sera adressée à chaque membre chargé de l'exécuter, ainsi qu'au centre de secours principal, au centre hospitalier, aux transports urbains Laonnois, à la régie des transport de l'Aisne et au SIRTOM.

Pour le Maire et par délégation,
Frédéric JOLY,
Maire-Adjoint,
chargé de la Prévention des Risques
et de la Sécurité

